



AU SECOURS
L'ECOLE EST UN FOUR

"ON NOUS LAISSE CUIRE À PETIT FEU"

Élection présidentielle 2027 : pour une
adaptation des logements, lieux
d'enseignement et de santé aux canicules

DOSSIER DE PRESSE
SEPTEMBRE 2026

Écoutez nos voix et
AGISSEZ

« Je suis professeur des écoles et j'ai enseigné à 30 élèves dans une classe à 35°C avec un seul ventilateur. Des élèves ont vomi, ont fait des malaises. » Anne-Sophie

« 37 degrés dans mon bureau classé monument historique, pas possible d'installer un volet extérieur à cause des règles d'urbanisme. » Nora

« J'ai 62 ans. Étant moi-même en souffrance quand il fait très chaud, je ne parviens pas à motiver mes élèves qui souffrent de la chaleur. » Cathy

« Il fait entre 45 et 50 degrés dans mon appart qui est mal isolé et sous les combles, sans volets. Si je veux supporter la chaleur, je suis contraint d'acheter un climatiseur ou simplement de quitter mon logement durant les épisodes de canicule. » Maxime

« Je vis dans une passoire et bouilloire thermique. Ma propriétaire a retiré les volets dans son immeuble, en ville, exposé sud-est. Nous avons eu des problèmes de tension électrique dans l'immeuble à cause de la chaleur. » Marie

« Enseignant, j'ai officié dans des salles surchauffées, 35°C dès 11h, avec des élèves dans l'incapacité de travailler. Aucune réaction ministérielle digne de ce nom pour la passation des examens. » Sébastien

« Obligée de rester plus longtemps au travail (climatisé) ou de sortir dans des bars le soir pour ne pas rentrer chez moi, c'est au 6e étage, sous les toits, 3 fenêtres plein sud sans volets. Pas de courant d'air possible = 40 degrés la nuit. » Joséphine

« Je vis au dernier étage, obligée de trouver des solutions de logement ailleurs. Les couvertures de survie ne suffisent plus. » Agathe

« Il fait 38°C dans le bureau où je travaille. Simple vitrage, pas de volets aux fenêtres. Je suis sensible à la chaleur, j'ai enchaîné deux semaines des maladies suite à la chaleur. » Julie

L'été 2026 aura été un révélateur brutal de la vulnérabilité de la France face au changement climatique avec près de 2 jours sur 3 concernés par des vagues de chaleur.

Des dizaines de millions de Français.es ont été directement confronté.es aux impacts d'événements climatiques extrêmes, mettant en lumière l'impréparation du pays et les insuffisances des pouvoirs publics : classes surchauffées, logements étouffants, moyens insuffisants pour lutter contre les incendies... Avec à la clé des conséquences dramatiques : plus de 8 000 morts en France, plus de 250 000 personnes évacuées à cause des incendies et 240 habitations détruites, des restrictions d'eau dans tous les départements - sauf en Guyane et à Mayotte - avec même des situations de crise dans 75 départements...

Selon un sondage réalisé pour Adapt, 80 % de la population juge que l'adaptation au changement climatique doit être une priorité absolument majeure ou importante pour le ou la futur.e Président.e de la République.

Dans la suite d'un mois de septembre rythmé des mobilisations sur le climat, l'initiative **"Écoutez nos voix et agissez"** vise à interpeller les candidates et candidats à l'élection présidentielle sur des enjeux qui préoccupent fortement les Françaises et Français, en donnant la parole à la fois à des personnes impactées et à des acteurs de la société civile des domaines concernés.

Locataires de bouilloires thermiques, associations de parents d'élèves, syndicats d'enseignants, d'infirmiers, de jeunes médecins ou de salariés, associations de patients, acteurs de la solidarité internationale et de lutte contre la pauvreté, de défense des droits, de promotion de la santé, associations de familles, de consommateurs, de retraités, d'étudiants, d'habitants des outre-mer, de protection de l'environnement, acteurs de l'économie sociale et solidaire... Nous sommes **tous mobilisés pour qu'il y ait un avant et un après été 2026 et pour interpeller les candidats à l'élection présidentielle.**

Premier temps sur l'adaptation au changement climatique avec un focus sur les bâtiments.

Il est urgent de couper le robinet qui alimente le changement climatique en accélérant la baisse de nos émissions de gaz à effet de serre. Mais cela ne suffira pas. Le climat que nous connaissions n'existe déjà plus, il faut désormais protéger les populations de celui qui est devenu la nouvelle norme.

Face aux conséquences dramatiques pour les populations et les écosystèmes, nous sommes de plus en plus nombreuses et nombreux à exiger un sursaut. Alors que la campagne présidentielle a déjà commencé, notre message à celles et ceux qui s'engagent dans la course à l'Elysée est clair : écoutez nos voix et instaurez les mesures crédibles et efficaces que nous connaissons.

CHIFFRES CLES 2026

Des étés toujours plus chauds et secs

Le changement climatique rend les canicules et vagues de chaleur plus fréquentes, intenses et longues. Au cours des neuf dernières années, les vagues de chaleur ont été 7 fois plus fréquentes que la moyenne de la période de 1961 à 1990.

L'été le plus chaud que la France n'ait jamais connu

- **3 jours sur 5 en situation de vague de chaleur**, soit un nombre inédit de 53 jours.
- **Records de températures** : 45 % de l'Hexagone a connu cet été une température d'au moins 40 °C. Celle-ci a été atteinte pour la première fois dans plusieurs villes jusqu'ici épargnées comme Strasbourg, Alençon, Noirmoutier ou Tarbes. Il a fait 44,3°C à Pissos dans les Landes dès le mois de juin.
- **Nuits les plus chaudes** jamais mesurées en France en juin 2026, avec des minimales souvent entre 21 et 25°C, ponctuellement jusqu'à 27°C.
- **Plus de 8000 décès** en lien avec les fortes chaleurs.

Des incendies hors normes

Le changement climatique aggrave les feux de forêt. Sur les dix dernières années, les feux de forêt ont brûlé sept fois plus d'hectares que sur les dix années précédentes. Les incendies de l'été 2026 ont été d'une ampleur jamais atteinte ces 50 dernières années :

- **115 000 hectares brûlés** en France depuis le début de l'année 2026, soit près du double de la surface brûlée en 2022, qui était déjà une année record.
- **Plus de 250 000 personnes évacuées** à cause des incendies et **240 habitations détruites**.

Des sécheresses inédites et généralisées

Le changement climatique aggrave les sécheresses. Jamais auparavant, la France n'avait connu une sécheresse aussi intense à l'échelle du pays que cet été.

- **Restrictions d'eau** dans tous les départements sauf en Guyane et à Mayotte avec même des situations de crise dans 75 départements. Ces restrictions touchent déjà les territoires d'Outre-mer depuis de nombreuses années.
- **Impact agricole** : Près de 4 millions de volailles mortes cet été, prairies grillées et manque de fourrage, forte baisse des rendements pour la plupart des cultures et risque de faillite pour de nombreuses exploitations.

Coût économique

- **10 à 15 milliards d'euros** : estimation des coûts directs et indirects des canicules de 2026 évoquée par Monique Barbut.
- Les solutions d'adaptation mises en œuvre jusqu'à présent ont **permis d'éviter jusqu'à la moitié des pertes d'activité économique** liées aux dommages climatiques.



« Vertiges, maux de tête, acouphènes, insomnies, manque de concentration. Mon appartement n'a aucun volet car le bailleur social a toujours refusé d'en installer. »

En finir avec les bouilloires thermiques

Alors que le changement climatique rend les canicules plus fréquentes, longues et intenses, une grande partie des logements reste inadaptée à ces chaleurs dangereuses. Les canicules de 2026 ont révélé, une nouvelle fois, les conséquences dévastatrices de ce retard pour les habitant·es de ces logements.

Confort et habitabilité des logements

Surchauffe généralisée : les logements mal isolés, surtout en étage supérieur ou sans protection solaire, deviennent invivables, avec des températures intérieures dépassant souvent 35°C, voire 40°C dans les combles non isolés.

Les nuits tropicales (températures > 20°C) se multiplient, perturbant le sommeil et dégradant la santé, surtout pour les personnes âgées et les jeunes enfants.

La protection face à la chaleur est inégale

Les plus pauvres sont particulièrement exposé·es à la chaleur, car ils et elles habitent souvent dans les logements les moins bien protégés. La part des passoires thermiques est plus de deux fois plus élevée dans les 10 % des communes les plus pauvres par rapport à la moyenne.

La situation est encore plus dangereuse pour les personnes sans domicile fixe. Fortement exposées à la chaleur, elles n'ont guère accès à des lieux rafraîchis. Les accueils du jour, par exemple, sont souvent en surchauffe.

Retard dans la rénovation des logements

Malgré des étés de plus en plus chauds, la rénovation des logements avance seulement à tout petits pas. En cause, l'insuffisance des aides publiques pour l'adaptation des logements bouilloires : ni les certificats d'économie d'énergie (CEE) ni les aides MaPrimeRénov' « simples gestes » ne financent par exemple les protections solaires ou les brasseurs d'air. Et le financement via la rénovation globale ne suffit pas : cette année, à cause de la baisse des aides, il y a eu 2 fois moins de dossiers déposés pour des rénovations globales.

Pourtant, l'adaptation des logements est essentielle, pour sauver des vies et préserver le système de soin, humainement et économiquement. Dans ses rapports sur l'été 2026, Santé Publique France insiste sur le fait que la surmortalité a en grande partie lieu à domicile.

CHIFFRES CLÉS

81 % DES FRANÇAIS DÉCLARENT EPROUVER UN INCONFORT LIÉ AUX FORTES CHALEURS DANS LEUR LOGEMENT EN 2026

LA PART DE PERSONNES VIVANT DANS UN LOGEMENT TROP CHAUD EST 2 FOIS PLUS ÉLEVÉE PARMI CEUX QUI GAGNENT MOINS DE 1000 € PAR MOIS PAR RAPPORT À CEUX QUI GAGNENT PLUS DE 2000 €.

Notre demande aux candidats à l'élection présidentielle :

D'ici la fin du prochain quinquennat, garantir à chaque foyer un logement habitable pendant les canicules : volets et ventilateurs de plafond a minima et accélération des rénovations globales adaptées à la chaleur

Protections solaires : Volets, stores, brise-soleils extérieurs sont désormais indispensables. Leur absence est pointée comme la cause principale de l'inconfort estival, même dans les logements bien notés au DPE.

Ventilateurs de plafond : Ils permettent de diminuer la température ressentie de l'ordre de 4 à 6°C, et consomment 95% moins qu'une climatisation. Ils favorisent aussi la sur ventilation nocturne, indispensable pour évacuer la chaleur accumulée.

La Fondation pour le Logement chiffre les besoins en investissement de la part de l'État de l'ordre d'1,1 milliard d'euros par an pour accompagner l'équipement de tous les logements de volets et de brasseurs d'air dans les 15 prochaines années

Isolation : Une bonne isolation (surtout sous toiture) peut réduire la température intérieure de 5 à 7°C sans climatisation, et diviser par trois le nombre de jours de surchauffe. Les isolants denses (fibre de bois, ouate de cellulose) et la ventilation des combles sont particulièrement efficaces.

Climatisation : Son installation peut souvent être évitée si l'enveloppe du bâtiment est bien traitée. Elle a un coût élevé à l'achat et à l'usage.

« Dès 8h, le thermomètre était à 28 et à 30 deux heures plus tard dans la classe. Des élèves ont fait des malaises. Grosse fatigue pour moi. Il m'a fallu deux semaines avant de retrouver un état physique correct. »

Assurer la bonne continuité de l'enseignement

Conditions d'accueil et santé dans les écoles

Risques sanitaires : Faute de protections solaires et d'une isolation suffisante du bâti, de nombreuses salles de classe étaient en surchauffe dès le matin (souvent > 35°C). Ces températures extrêmes sont dangereuses pour la santé des élèves et des personnels. L'accès à l'eau fraîche, la protection des personnels et l'adaptation des espaces sont pourtant devenus des exigences formelles depuis juillet 2025

Inadaptation des écoles : Alors que les canicules se multiplient, la rénovation des écoles patine. Seulement 5,5 % des écoles ont bénéficié de subventions du Fonds vert. L'enseignement en souffre : d'après l'UNICEF, les aléas climatiques, dont la chaleur extrême, a perturbé l'enseignement de 1,5 million d'élèves en France au cours de l'année dernière.

Inégalités territoriales : Les établissements récents ou équipés de locaux rafraîchis ont pu rester ouverts, tandis que les écoles anciennes ou mal isolées ont souvent dû fermer. Les inégalités entre territoires (villes versus campagnes, quartiers aisés versus défavorisés) se sont creusées.

Impact sur les familles et les personnels

Organisation familiale : Les fermetures ou aménagements d'horaires ont posé des défis logistiques pour les parents, notamment ceux qui ne pouvaient pas garder leurs enfants à la maison. Des municipalités ont tenté de maintenir un accueil minimal (garderie, restauration).

Rénovation thermique : La canicule a accéléré la prise de conscience de la nécessité de **rénover les bâtiments scolaires** pour les adapter aux vagues de chaleur futures qui peuvent se produire dès le mois de mai, avec des solutions durables (isolation, ventilation naturelle, protections solaires, végétalisation) et pas que des mesures ponctuelles (climatisation).

CHIFFRES CLES

3 500 ÉCOLES ET ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES ONT FERMÉ LEURS PORTES EN JUIN 2026 À CAUSE DE LA CANICULE, PRINCIPALEMENT DES ÉCOLES PRIMAIRES. ENVIRON 10 000 AUTRES ONT DÛ AMÉNAGER LEURS HORAIRES (FERMETURE L'APRÈS-MIDI, ROTATION DES CLASSES, ETC.)

DANS LES ÉCOLES, UNE TEMPÉRATURE MOYENNE DE 33,4°C A ÉTÉ RELEVÉE LE VENDREDI 26 JUIN 2026 (DONNÉES FSU-SNUIPP).

ENTRE LE 18 ET 19 JUIN 2026, 88 % DES COLLÈGES ET DES LYCÉES ONT INDIQUÉ AVOIR DÉPASSÉ LES 30°C DANS LES CLASSES (DONNÉES SNES-FSU).

86% DES BÂTIMENTS SCOLAIRES DOIVENT ENCORE ÊTRE RÉNOVÉS POUR FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE SELON LE RAPPORT DE MISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Notre demande aux candidats à l'élection présidentielle :

D'ici la fin du prochain quinquennat, adapter tous les lieux d'enseignement et établissements de santé aux fortes chaleurs

Des solutions efficaces rapidement

Équipement de brasseurs d'air, de pare-soleil, ventilation nocturne... La canicule de mai 2026 a confirmé la pertinence technique des dispositifs low-tech grâce aux relevés thermiques dans plusieurs écoles qui ont affiché des températures sous les 30 °C là où ils étaient allègrement dépassés auparavant.

Pour ces solutions, le coût est compris entre 20 000 et 50 000 euros par école.

La rénovation performante à accélérer en parallèle

Par exemple, la rénovation de l'école Jacques Gilbert-Collet à Chevilly-Larue (94) a porté ses fruits : Alors que les températures dans ces salles pouvaient dépasser les 35 °C avant travaux, une campagne de relevés effectuée lors d'un pic de chaleur estival après travaux a montré que les températures ne dépassaient pas les 27 °. De plus, la consommation d'énergie de l'école (notamment pour le chauffage) a été divisée par deux.

Tribune de la société civile

Tribune publiée le 23 septembre dans le journal *Ouest-France*

Nous sommes des millions à avoir souffert des chaleurs extrêmes cet été, chez nous, au travail ou dans les écoles et les hôpitaux. La baisse des émissions de gaz à effet de serre reste la meilleure stratégie pour que le thermomètre augmente le moins possible. Mais, pour que la chaleur ne soit plus synonyme de souffrance, ensemble, nous portons en premier lieu deux demandes immédiates et vitales d'ici la fin du prochain quinquennat. Premièrement, garantir à chaque foyer un logement habitable pendant les canicules : volets et ventilateurs de plafond à minima et accélération des rénovations globales adaptées à la chaleur. Deuxièmement, que tous les lieux d'enseignement et établissements de santé soient adaptés aux fortes chaleurs.

L'été 2026 restera dans les mémoires comme celui où le changement climatique a frappé dans leur chair des dizaines de millions de personnes en France. Les habitants des bouilloires thermiques, les personnes sans domicile, les enseignants et élèves dans des écoles surchauffées, les malades et personnels soignants suffoqués dans des hôpitaux, les salariés du BTP confrontés à des conditions de travail insupportables, les agriculteurs qui ont perdu leurs bêtes ou leurs cultures... Nous n'oublierons pas l'été 2026. En revanche, le risque est grand de voir l'urgence climatique une fois de plus reléguée au second plan dans le débat politique.

Car les conséquences de cet été caniculaire ont été dramatiques : plus de 8 000 décès, près de 120 000 hectares de forêts incendiés, une baisse de 50 % de la production du maïs pour le bétail. Beaucoup d'autres pays ont été touchés. Au Népal et au Tibet, un glacier s'est effondré engendrant une crue soudaine qui a fait des milliers de victimes. Des incendies meurtriers ont ravagé l'Algérie.

Cet été, nous avons assisté à la triste démonstration de la vulnérabilité de la France et de l'impréparation de l'État face à ce type d'événements climatiques extrêmes. Les scientifiques nous alertent pourtant depuis des décennies sur la nécessité de se préparer à des canicules et des sécheresses plus fréquentes, plus intenses et plus longues. Manque de consignes claires pour les fermetures de classes ou pour le travail en extérieur, millions de logements sans volets, bâtiments publics inadaptés aux fortes chaleurs, manque de moyens pour lutter contre les incendies.... Pire, le gouvernement a engagé pendant l'été de nouveaux reculs sur la transition écologique avec les lois d'urgence agricole et logement.

Mais cet été 2026 a aussi été celui des élans de solidarité citoyens sans pareil dans la Drôme, en Gironde, dans des quartiers populaires et ailleurs. C'est aussi l'été pendant lequel les organisations de la société civile dans leur diversité, les parents d'élèves, les locataires de logements bouillottes, syndicats, les acteurs de la santé se sont levés pour appeler à un sursaut pour protéger la population et les écosystèmes.

Ensemble, nous appelons les candidats et candidates à l'élection présidentielle à apporter des réponses à la hauteur des préoccupations de la population. Il est urgent de couper le robinet qui alimente le changement climatique en accélérant la baisse de nos émissions de gaz à effet de serre. Mais cela ne suffira pas. Le climat que nous connaissons n'existe déjà plus, il faut désormais protéger les populations de celui qui est devenu la nouvelle norme.

Face aux conséquences dramatiques pour les populations et les écosystèmes nous exigeons un sursaut. Alors que la campagne présidentielle a déjà commencé, notre message à celles et ceux qui s'engagent dans la course à l'Élysée est clair : écoutez nos voix et agissez avec des réponses crédibles et efficaces.

Signataires et soutiens à cette initiative

- Thierry Amouroux, Porte-parole du Syndicat national des professionnels infirmiers SNPI
- Véronique Andrieux, Directrice générale du WWF France
- Luc Arnaud, Directeur général du Gret
- Anne Auclair, Directrice du réseau Cler
- Louis Bakewell, Co-président de Jeunesse Ambassadrice pour le Climat et la Biodiversité (JAC)
- Patrick Bertrand, Directeur exécutif d'Action Santé Mondiale
- Anna Boctor, Présidente du Syndicat Jeunes Médecins
- Evelyne Boulongne, Porte-parole du MIRAMAP
- Jean-Baptiste Boyer, Co-président d'Energie Partagée
- Matthieu Brunet, Président d'Arcadie

- Caroline Chevé, Secrétaire Générale de la FSU
- Morgane Creach, Directrice générale du Réseau Action Climat
- Arnaud de Broca, Président du Collectif Handicaps
- Emmanuel de Lescure, Secrétaire général du SNESUP-FSU
- Cécile Duflot, Directrice Générale d'Oxfam France
- Benoît Durand Directeur Général de France Alzheimer
- Didier Duriez Président du Secours Catholique-Caritas France
- Béatrice Fauvinet, co-secrétaire générale de la FSU Territoriale
- Christine Ferron, Déléguée générale de la Fédération Promotion Santé
- Julie Ferrua, Co-déléguée générale de l'Union syndicale Solidaires
- Amaury Fievez, Ingénieur, doctorant, spécialisé en adaptation des écoles aux canicules
- Julien Fonte, co-secrétaire général de la FSU Territoriale
- Aurélie Gagnier, Co-secrétaire générale de FSU-SNUipp
- Clément Gaillard, Urbaniste chez Freio
- Guillaume Grima, Responsable de l'Association Effet De Serre Toi Même !
- Marie-Laure Guislain, coordinatrice générale d'Allumeuses (qui porte Droits et Mouvements Sociaux)
- Bernard Idrac, Président de la Fondation Terre Solidaire
- Clara Jamart, Co-directrice des programmes de Greenpeace France
- Kévin Jean, Enseignant chercheur en santé environnementale à l'Ecole Normale Supérieure - PSL
- Eric John, Président de la Fédération Terre de Liens
- Wandrille Jumeaux, Co-fondateur du réseau Le Lierre
- Stéphen Kerckhove, Directeur général d'Agir pour l'Environnement
- Martin Kopp, Coordinateur France de GreenFaith
- Alain Laforêt, membre du bureau de la FNAR
- Morgane Le Campion, Coordinatrice du Collectif pour une Transition Citoyenne (CTC)
- Claire Le Floch, Présidente de Cataliz

- Julien Lecaille, Porte-parole d'Adaptation Radicale
- Patrick Lemettre, Vice-président du Réseau Environnement Santé
- Julien Lucy, Directeur de Bio consom'acteurs
- Maude Luherne, Directrice du Réseau français Villes-Santé
- Tanguy Martin, Administrateur d'Ingénieurs sans frontières – Agrista
- Eric Morbo, Directeur de Surfrider Foundation Europe
- Laetitia Moreau-Gabarain, Présidente d'ACHED
- Véronique Moreira, Présidente de WECF France
- Jérôme Morin, Secrétaire national en charge de la transition écologique juste, du développement durable, des filières industrielles et de services à la CFDT
- Ahcene Moulla, Directeur général d'Anne Bault
- Gaëlle Nourry-Gardien, porte-parole d'ANV-COP21
- Marie Persiani, Directrice générale de Promotion Santé Grand Est
- Fanny Petitbon, Responsable France de 350.org
- Salim Poussin, Président de Locataires Ensemble
- Séverin Prats, Président fondateur de la Coopérative éthi'Kdo
- Hugo Puech, Président de l'Association WWOOF France
- Hélène Queau, Directrice mission France d'Action contre la Faim ACF
- Nicolas Richard, Président de France Nature Environnement FNE
- Christophe Robert, Délégué général de la Fondation pour le Logement des Défavorisés (anciennement Fondation Abbé Pierre)
- Manuel Rodrigues, Médecin
- Bastien Roux, Directeur général de la Fédération Française des Diabétiques
- Anne Savinel-Barras, Présidente d'Amnesty International France
- Anne Senequier, Médecin & Chercheur santé environnement climat à l'IRIS
- Mohamed Rochdi Sifaoui, Directeur général de Tënk
- Anne-Charlotte Rossi, Présidente de la FCPE

- 
- Robin Sigaud, Président du RESES
 - Julie Stoll, Déléguée générale de Commerce Equitable France
 - Jérémie Suissa, Délégué Général de Notre Affaire à Tous
 - Gaspard Tamagny, Porte-parole d'Alternatiba
 - Antoine Tirot, Responsable secteur Consommation/Economie/Environnement de La Confédération Syndicale des Familles
 - Sophie Vénétitay, Secrétaire générale du SNES-FSU
 - Sara Verhagen, Actrice scénariste réalisatrice et membre du mouvement Faites-la briller

Crédits : L'ensemble des témoignages inclus dans ce document ont été recueillis par l'association L'Affaire du Siècle lors de l'initiative « se compter pour peser ». Le témoignage en couverture a été recueilli par Médiapart. La photo de couverture a été prise par un parent d'élève.

Écoutez nos voix et
AGISSEZ

Contacts presse

- **FCPE - Florence Richard-Schott**, administratrice nationale - 06 01 82 89 71
- **Fondation pour le logement (anciennement Fondation abbé pierre) - Maïder Olivier**, Chargée de plaidoyer climat - 06 29 50 82 34 - molivier@fondationpourlelogement.fr
- **FSU - Cyril Verlingue**, Responsable national écologie et bâti scolaire - 07.69.39.12.66
- **Locataires ensemble - Salim Poussin**, Co-président - 06 66 75 97 91
- **Oxfam - Robin Ehl**, Chargé de plaidoyer et de campagne - 06 23 47 09 18 - rehl@oxfamfrance.org
- **Réseau Action Climat** - Léa Lefèvre - Chargée relations média - 06 30 36 25 60 - lea.lefevre@reseauactionclimat.org